

AMIS ELOIGNES, ENNEMIS PROCHES

Deux affaires illustrent à merveille la déliquescence européenne, celle d'Arcelor et celle d'Euronext.

Arcelor, dont nous avons déjà discuté, est une très belle entreprise industrielle, qui fabrique des produits sidérurgiques haut de gamme (comme les tôles pour automobiles), convoitée par une autre entreprise, Mittal, qui est en droit européen et qui s'est bâti un empire dans les aciers moins sophistiqués dont les pays émergents sont friands (fers à béton, tôles fortes, etc.). Les responsables de ce colosse émergent sont des financiers très sophistiqués qui convoitent le trésor de guerre d'Arcelor et les aciers high-tech qui manquent à sa gamme. Les dirigeants d'Arcelor sont des ingénieurs plutôt fiers de fabriquer de beaux produits et d'accumuler des bénéfices pour acheter d'autres belles usines sur les marchés très développés d'Amérique du nord, d'Europe ou du Japon. L'offre publique d'achat de Mittal les a choqués et ils s'emploient dans la confusion à trouver la parade.

La première réponse a été de distribuer une partie du trésor de guerre aux actionnaires pour qu'ils résistent aux sirènes de l'ennemi. Autant de bon argent qui ne pourra plus servir à consolider une présence mondiale dans les technologies de pointe. La deuxième réponse est d'accepter comme actionnaire minoritaire un des oligarques russes, qui ont dépecé la baleine soviétique après la chute du communisme. Et l'on dit que cet actionnaire aurait plus que la minorité de blocage et même gagnerait le contrôle de l'ensemble.

On peut leur suggérer de signer solennellement le pacte d'alliance sur le pont Alexandre III, qui conduit des Invalides aux Champs-Élysées et qui honore la belle alliance que la France et la Russie tsariste avaient conclue à la fin du XIXe siècle pour contrer la montée de la puissance allemande et qui a donné les résultats que l'on sait en 1914.

Nous voici donc revenus, dans le champ économique, à la diplomatie classique de Talleyrand et Metternich, celle des alliances lointaines pour contenir les ambitions des voisins. Sun Tzu dans « L'art de la guerre » a donné une définition cursive de cette stratégie : « Amis éloignés, ennemis proches ».

C'est une inversion complète de l'ambition européenne qui pouvait s'exprimer par le mot d'ordre inverse : « Ennemis éloignés, amis proches ». Le Marché commun était un grand projet pour éradiquer les guerres fratricides qui avaient saigné l'Europe par deux fois en un siècle. C'était un projet politique qui mettait fin à des siècles de rivalités entre grandes puissances du continent.

Quand on pense que Jean Monnet et Robert Schuman ont voulu commencer la construction d'une Europe intégrée et fraternelle par le charbon et l'acier, et que l'on n'a pas entendu un mot, ni de la Commission, ni des 25 ministres de l'Économie pour proposer une solution intelligente à ce problème Mittal-Arcelor, on comprend que l'Europe est tombée comme un sucre dans le café délavé de la mondialisation.

Il y avait certainement une solution franco-allemande, qui n'a pas été recherchée, soit parce que les intérêts de paroisse ont repris le dessus sur la cause européenne, soit parce que Bruxelles ne surveille la concurrence qu'à l'échelle de l'Europe et préfère avoir deux ou trois

poids moyens en Europe plutôt qu'un champion mondial capable de rivaliser avec les puissances qui émergent (et c'est leur droit le plus strict) en Chine ou en Inde.

Devoir choisir entre l'Inde et la Russie est une humiliation pour ceux qui croient à l'économie et à l'avenir politique du continent Europe. Soit nous existerons comme économie-continent, soit nous serons le champ de bataille des économies-continentes des Etats-Unis (étroitement soudés au Canada et au Mexique), de l'Inde et de la Chine.

Une deuxième humiliation en perspective est l'avenir de la Bourse en Europe. Notre bout de terre a trois marchés financiers qui n'ont pas la taille mondiale : Londres, Francfort et Paris. Paris a commencé un travail de rapprochement avec d'autres bourses encore plus petites, de Belgique, des Pays-Bas et du Portugal, pour donner Euronext, qui ressemble un peu au groupe Peugeot-Citroën, avec des marques différentes et des fabrications partagées. À l'origine, Euronext était contrôlé à 60% par des actionnaires importants, banques et autres zinzins, des quatre pays fondateurs. Depuis, avides de profits à court terme, ces participations ont été vendues à des fonds anglo-saxons et la minorité de blocage a été perdue.

Un curieux ballet a commencé pour savoir qui allait séduire qui pour conclure un mariage heureux qui donnerait beaucoup de petits profits. Les deux danseurs de la zone Euro ont commencé par convoiter la belle londonienne. Il est alors apparu que le gouvernement britannique se désintéressait absolument du dossier, mais que la veuve de Glasgow était plutôt réticente. En clair, le discours gouvernemental était libéral, mais les actions de la Bourse de Londres étaient entre les mains de fonds de pension britanniques, curieusement unanimes pour rejeter les avances des continentaux de l'Euro. À ces « ennemis proches », le London Stock Exchange a préféré l'ami lointain du NASDAQ, le deuxième marché de New York. Churchill, dont la statue bougonne magnifiquement au pied du Petit Palais, pas loin de l'autre courageux, Clemenceau, serait content, lui qui disait qu'entre l'Europe et le grand large, l'Angleterre choisirait toujours le grand large.

Restent Paris-Bruxelles-etc et Francfort. C'est là que se glissent deux larrons, deux « hedge funds » (fonds spéculatifs) américains, dont la vocation est de collecter l'épargne de grandes sociétés futées ou d'épargnants benêts, de leur promettre des rendements merveilleux, et ensuite de partir en chasse pour ramener des gibiers de choix. Sans coût férier, ils ont pris, il y a une année environ le contrôle de la Bourse de Francfort. Astucieusement, ils ont promis de ne pas toucher à son organisation particulière qui permet aux institutions financières germaniques de faire de coquets bénéfices. La myopie de l'establishment allemand et du gouvernement de Berlin a été ahurissante. Une fois dans la place, les deux fonds ont aussitôt viré la direction placide et mis en place une nouvelle équipe, à laquelle une mission claire a été assignée : piéger et avaler Euronext, où les mêmes fonds avaient acquis en douce une présence encombrante. C'était apparemment facile et notre grand-mère de Francfort avec ses grandes dents s'apprêtait à savourer le petit chaperon rouge, dont la valeur boursière était très inférieure à celle de Francfort. Nous pouvions attendre un mariage à la Dubout avec une grosse dame et un petit monsieur à lorgnon.

A-t-on entendu la Commission européenne dire que la zone euro avait besoin d'une place financière continentale pour rivaliser avec Londres, Tokyo, Singapour, Shanghai ? Que la coutume européenne était de travailler en réseau plutôt qu'en pyramide monolithique ? Que le système Euronext pouvait être étendu à Francfort, qui y aurait toute sa part de pouvoir, à condition de renoncer à ses traditions de cloisonnement germano-allemandes ? A-t-on vu les gouvernements de France et d'Allemagne s'intéresser au sujet ? A-t-on perçu que le club des douze ministres des Finances de l'euro, qui se piquent d'être un gouvernement économique, se soient passionnés pour cette question ? Non, non et non.

Qu'a donc fait Euronext ? Se vendre à la Bourse de New York, la première au monde. Cet ami éloigné a certainement promis qu'il ne changerait rien aux coutumes un peu étranges des Européens, mais à long terme, qui ne voit la dépendance s'installer ? Le Nasdaq contrôlant

Londres et New York maîtrisant la zone euro : chapeau ! Dans la coupe du monde de la Finance, les USA gagnent tous les matchs.

Devoir choisir entre les corsaires des « hedge funds made in USA » et le collier de chien de Wall Street, infiniment plus respectable et durable que les forbans qui ont pris Francfort au petit matin, est tout simplement une honte pour un Européen convaincu. L'Europe devient une place off-shore des Etats-Unis. Il est clair que les emplois hautement qualifiés de l'industrie financière vont encore davantage franchir la Manche et l'Atlantique. Qui se souvient de la Bourse de Lyon, encore vive après la guerre ?

Dans les deux cas, celui d'Arcelor et celui d'Euronext, nous sommes confrontés à une totale paralysie politique, de l'impulsion communautaire comme de l'action gouvernementale.

Les referendums négatifs d'il y a un an en France et aux Pays-Bas ne sont pas les causes de cette sclérose mais des manifestations éclatantes de la résurgence du populisme nationaliste, qui atteint même les élites parlant de « patriotisme économique » en France, et de régulation boursière par le Land de Hesse (où est Francfort) en Allemagne.

Pendant que les enfants se disputent dans la cour, les grands du monde l'organisent à leur profit.

Il est urgent de retrouver en 2007 une entente franco-allemande pour redonner du souffle et de la volonté à l'ambition européenne. Qui pourra s'entendre avec Angela Merkel pour pousser ensemble un grand et beau projet européen ? Quel tandem prendra le relais des couples fameux de Gaulle-Adenauer, Giscard-Schmidt, Mitterrand-Kohl ? Telle est une des questions-clés de la prochaine élection présidentielle.

Christian Sautter